

La pauvrophobie

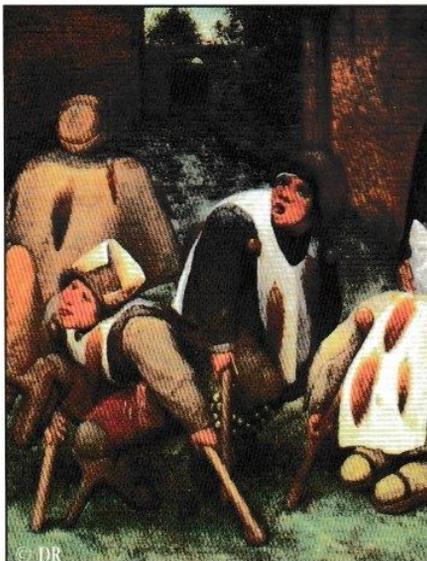
L'effet Notre-Dame

Gilles Herlédan

Après le vote le 14 juin 2016 de la loi contre la discrimination pour précarité sociale, ATD Quart Monde a lancé un appel pour nommer le mépris, voire la haine, des pauvres. Ce fut « **pauvrophobie** ». Le mérite de ce mot est d'attirer l'attention sur la manière dont les personnes pauvres sont stigmatisées, ce qui influe sur la difficulté de trouver un consensus social pour lutter contre la pauvreté.

Le torrent d'argent dévolu en quelques heures à la reconstruction de Notre-Dame de Paris n'a pas appelé les acrimonieux commentaires de ceux qui, à chaque mesure pour réduire les effets les plus crus de la pauvreté, jugent qu'elle est excessive. La mise en place des petits déjeuners gratuits pour les élèves des zones défavorisées, écrivent les journaux, coûtera 12 millions d'euros. Rapportée aux 200 millions donnés par tel milliardaire, la somme paraît dérisoire. Rapportée aux coûts sans espoir de retour aucun du CICE et du renoncement à l'ISF, la somme devient microscopique et rapportée au budget de l'État, on passe au nanométrique ! Nous pensons que ce n'est pas le seul souci de l'information qui pousse ainsi la presse à afficher le coût de l'opération puisque, par ailleurs, elle s'en abstient pour nombre de dépenses ou de manque à gagner de l'État.

À l'examen, nous croyons pouvoir considérer que les dépenses qui ont un rapport, réel ou supposé, avec la notion d'investissement productif ou de possession patrimoniale sont admises, voire encouragées. Investir dans la pierre, qu'elle soit spéculative ou historique, aura toujours une connotation positive : c'est le domaine de l'avoir. Dépenser pour les pauvres est, à l'opposé, suspecté d'être abusif : ne serait-ce pas trop, ne serait-ce pas mal employé ? Dès lors surgit la question : qui est digne de la dépense que la collectivité consent pour ses membres les plus démunis ou en voie de le devenir ? Le 15 décembre 2018, *Le Monde* publiait le portrait d'un couple de « Gilets jaunes », Arnaud et Jessica, 26 ans chacun,



parents de quatre enfants. « *Ils sont à découvert dès le 15 du mois. Lui, cariste, qui était intérimaire vient d'obtenir un CDD, ce qui a réduit sa prime à l'emploi... Son épouse ne travaille pas car les frais de garde des enfants seraient trop élevés. Ils racontent leur sentiment de déclassement, et pourquoi ils continuent de lutter au sein du mouvement.* ». Leur vie est faite d'une série de contraintes et restrictions financières, des petites ponctions de 10 ou 20 euros : « nécessaires » augmentations du prix de l'électricité, ajustement à la baisse de certaines prestations sociales, petites augmentations des produits de consommation courante. Il y a trois ans, ils « *y arrivaient* » encore, mais plus maintenant.

L'illégitimité des pauvres

Daniel Schneidermann¹ a étudié les réactions que ce reportage a suscitées chez les lecteurs du *Monde*. « [ils] se sont déchaînés contre le jeune couple, et accessoirement contre la journaliste qui en a fait une incarnation du mouvement [des Gilets Jaunes]. Dans leur viseur deux signes extérieurs de richesse : le chien, et les vêtements de marque que les jeunes parents persistent à offrir à leurs enfants. » La mère de famille explique qu'elle a constaté que si ses enfants ne portent pas une certaine catégorie de vêtements, ils sont objets d'agression de la part de leurs camarades. On peut se hisser dans l'Empyrée des grands

principes et se faire fort de démontrer à cette dame les grands profits moraux que seraient pour ses enfants la capacité de faire fi des quolibets d'autrui. En foi de quoi, elle devrait s'employer à les éduquer plus philosophiquement. Ce sont propos fort bien habillés ! Ceux qui tiennent veulent croire que pour se soustraire aux injonctions de la mode il ne faut que de la volonté et nuls moyens matériels et surtout culturels que, précisément, les pouvoirs qu'ils soutiennent en général sont fort peu disposés à rendre accessibles aux plus modestes.

Dans la majorité des 1087 commentaires – c'est dire combien la *vox populi* s'est faite clameur –, le couple est jugé : ce sont « *de faux pauvres, de mauvais pauvres, qui ne savent pas gérer leur budget* ». Les commentateurs en profitent – et sans doute est-ce là un des ressorts de la pauvrophobie – pour brosser le tableau de leurs savoirs et dresser la statue de leurs éminentes compétences. Ils prodiguent de multiples conseils dont l'essentiel consiste à proposer à cette famille de faire davantage d'efforts, de se contraindre plus. Surtout, ce couple est suspecté d'être intempérant tant dans sa consommation que dans son intimité. D. Schneidermann a relevé ce commentaire : « *Quand on n'est pas capable de faire vivre plusieurs enfants, on ne les crée (sic) pas.* » On peut rapprocher cela des déclarations de Ben Bradley dont Theresa May avait fait une sorte de ministre de la jeunesse, avant de devoir lui retirer cette charge suite à une déclaration où il proposait que « *les chômeurs devraient être stérilisés* »².

L'auteur de l'article du *Monde*, Faustine Vincen, assez stupéfaite par ces réactions, a rencontré Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Selon lui : « *Ceux qui sont choqués sont issus des classes supérieures [surreprésentées parmi les lecteurs du Monde]. Cela relève d'une baine sociale et d'un mépris de classe.* » La sociologue Jeanne Lazarus³ précise : « [ces personnes] *appartiennent à une catégorie de plus en plus identifiée : les classes moyennes fragiles [qui] cherchent à s'accrocher au mode de vie de la classe moyenne : être bien habillé, avoir une part*

de plaisirs, ne pas être uniquement dans la contrainte. Or, ce que leur renvoient les commentaires, c'est qu'ils ne devraient pas s'autoriser ces petits plaisirs. C'est très violent, socialement. C'est une façon de dire qu'ils doivent se satisfaire de leur place. » Ainsi s'exprime la « *pauvrophobie, c'est-à-dire la haine toute crue, le mépris avoué pour les plus fragiles et le plus pauvres* »¹ ou même ceux qui ne le sont pas encore tout à fait, mais dont la précarité montre la fragilité des barrières protectrices contre les accidents de la vie, le déclassement qui peut être si rapide. Ils en deviennent menaçants.

Un ordre naturel, si n'est moral...

Au XXI^e siècle, du giscardien « *vous n'avez pas le monopole du cœur* » à l'éloge plus récent des « premiers de cordée », nous retrouvons la résurgence de courants souterrains dont nul n'a semblé vraiment demander raison aux auteurs qui les ont cautionnés de leur talent littéraire. Ainsi Chateaubriand⁵ est radical : « *À Dieu ne plaise que je veuille fermer les oreilles à la voix du nécessiteux. Je sais m'attendrir sur les malheurs des autres ; mais, dans ce siècle de philantropie, nous avons trop déclamé contre la fortune. Les pauvres, dans les États, sont infiniment plus dangereux que les riches, et souvent ils valent moins qu'eux.* » C'est le discours de ceux qui préfèrent l'aumône à la justice, le « génie »

du christianisme s'y est bien souvent perdu comme fleuve dans le sable.

Pourtant le christianisme a soutenu aussi et toujours que les pauvres participent de la dignité humaine. Cela ne s'est pas fait sans beaucoup d'ambiguïtés puisque l'Église a fermement défendu les régimes politiques les plus producteurs de pauvreté et a dénié opiniâtrement aux mouvements réclamant la justice sur terre une légitimité spirituelle. Aujourd'hui, François semble plus net dans ses déclarations, il constate les faits concrets et propose une réelle subversion : « *Le cri des pauvres devient chaque jour plus fort, mais chaque jour moins écouté, dominé par le vacarme de quelques riches, qui sont toujours moins nombreux et toujours plus riches. [...] Nous ne sommes pas appelés à faire le bien seulement à celui qui nous aime. Échanger est normal, mais Jésus nous demande d'aller au-delà : de donner à celui qui ne peut pas rendre, c'est-à-dire d'aimer gratuitement. Regardons nos journées : parmi les nombreuses choses, faisons-nous quelque chose de gratuit, quelque chose pour celui qui n'a rien à donner en échange ?* »⁶

Trop tard ?

Il s'agit là d'une subversion radicale de l'ordre actuel où n'existent que ceux qui consomment au moins un minimum sous peine d'exclusion totale - c'est la seule utilité

qu'on leur reconnaît. Ceux qui reprochent aux Arnaud et Jessica leurs deux téléphones portables devraient pourtant savoir que bientôt on leur reprochera... de ne plus en avoir aucun. Qu'eux-mêmes, censeurs, ne sont encore inclus que parce qu'ils peuvent dépenser plus - ce qui leur fait croire que c'est mieux - pour des produits qui n'ont guère d'autres mérites que d'assurer leur « distinction » comme l'a montré Bourdieu. □

1. <http://www.arretsurlimages.net/chroniques/le-matinateur/arnaud-jessica-faustine-et-les-lecteurs-du-monde>

2. [https://en.wikipedia.org/wiki/Ben_Bradley_\(politician\)#Controversy](https://en.wikipedia.org/wiki/Ben_Bradley_(politician)#Controversy)

3. Jeanne Lazarus est sociologue, chargée de recherche au CNRS, membre du Centre de Sociologie des Organisations (Sciences-po). Elle travaille sur les liens entre les particuliers et les banques. Elle a notamment publié *L'Épreuve de l'argent*, Calmann-Lévy, 2012.

4. http://www.lavie.fr/debats/bloc-notes/1-incroyable-mepris-des-pauvres-15-11-2016-77706_442.php

5. Chateaubriand, *Essai sur les révolutions*, livre I, chapitre v, 1797.

6. Journée mondiale des pauvres : homélie du pape François, 18 novembre 2018.